



**7 JOURS DE CHAÎNES
EN PLUS TOUT DE SUITE !**

**REABONNEZ-VOUS EN AVANCE ET PROFITEZ
D'UNE SEMAINE DE CHAÎNES EN PLUS**

f CANAL+ MALI

36 555
(COUT D'UN APPEL LOCAL)

CANAL+

www.journaldumali.com

Journal du Mali

L'hebdo

N°447 du 2 au 8 novembre 2023



CNT

RECONFIGURATION
PERMANENTE

RIZ

BAISSE DE PRODUCTION

SPORT

LES RECORDS À BATTRE

DÉLESTAGES

JUSQU'À QUAND ?

De plusieurs heures dans la capitale à plusieurs jours dans certaines localités, les coupures d'électricité ont atteint un niveau inégalé. Et le bout du tunnel semble encore loin.

GRATUIT

Ne peut être vendu

L'EAU C'EST LA VIE LA VIE C'EST

DIAGO

EAU MINÉRALE
NATURELLE



SPONSOR OFFICIEL DE VOTRE SANTÉ



ÉDITO

Au plus pressé

Le départ précipité de la MINUSMA de son camp de Kidal le 31 octobre, deux semaines avant la date initialement convenue pour sa rétrocession aux FAMA, ne devrait pas améliorer l'image de la mission auprès des Maliens. Sur les réseaux sociaux, anonymes et « videomen » dénoncent déjà une trahison de la part de la MINUSMA, qui selon eux a offert son camp sur un plateau d'argent aux terroristes (le terme désigne aussi la CMA). La mission, elle, se défend et estime avoir fait de la sécurité de son personnel militaire et civil sa priorité. Et anticipé son retrait vu le contexte délétère et la possibilité que pourraient être le camp et ses alentours une fois les FAMA sur place. Ces explications ne suffiront pas à faire changer de perception ceux qui crient au complot, ni à apaiser leur colère. Et, selon la rhétorique qui en rappelle une similaire déjà éprouvée, le Mali doit une nouvelle fois se sortir du piège tendu par des partenaires peu sincères. Certaines actions peuvent nous amener à nous poser des questions légitimes, avec un doute raisonnable. Même si, depuis quelques temps, ce retrait anticipé avait été annoncé, il a sans doute eu une incidence sur la stratégie militaire mise en place pour la récupération des emprises onusiennes. Dans des circonstances similaires, Aguelhok avait précédé Kidal. Passées toutes ces questions et cette indignation, un objectif demeure, la reconquête de Kidal. Un gain politique immense qui pourrait faire oublier aux Maliens une partie de leurs problèmes. Les jours à venir seront certainement déterminants, les combats intenses, les pertes nombreuses des deux côtés et un rapport de force qui pourrait se redessiner. Le temps, élément-clé, presse si la date du 31 décembre est toujours un marqueur important pour la reconquête complète du territoire national.

BOUBACAR SIDIKI HAIDARA

LE CHIFFRE

3 450

C'est le nombre approximatif d'enfants tués dans la bande de Gaza par des frappes israéliennes à la date du 31 octobre selon l'UNICEF. L'organisme de l'ONU assure que le bilan ne prend pas en compte les quelques 940 enfants portés disparus.

ILS ONT DIT...

• « Des actes de violence odieux et injustifiables ont été commis à l'encontre de Kényans alors qu'ils menaient une lutte douloureuse pour l'indépendance et la souveraineté. Et pour cela, il ne peut pas y avoir d'excuses ». **Charles III, roi du Royaume-Uni, d'Irlande du Nord, des Royaumes du Commonwealth**, 31 octobre 2023.

• « Un Etat qui n'a pas de presse est un Etat vassal. C'est un devoir pour l'Etat d'assurer la formation de ceux-ci qui constituent les gardes fous contre la propagande des médias étrangers ». **Choguel Kokalla Maiga, Premier ministre du Mali**, 31 octobre 2023.

Donnez votre avis
sur **Journal du Mali**

RENDEZ-VOUS

3-12 novembre 2023 :

Mali Mode Show – Bamako

4 novembre 2023 :

Borussia Dortmund – Bayern Munich – Bundesliga

8 novembre 2023 :

Pré-lancement Festival des Arts numériques – IFM - Bamako

10 novembre – 2 décembre 2023 :

Coupe du monde U17 – Indonésie

UN JOUR, UNE DATE

4 novembre 1922 : L'égyptologue britannique Howard Carter découvre le tombeau de Toutânkhamon, après avoir failli abandonner ses fouilles vieilles de quatre ans, dans la vallée égyptienne des Rois.



L'Espagnole **Aitana Bonmati** a remporté le 30 octobre le trophée du Ballon d'Or féminin. A 25 ans, la joueuse du FC Barcelone a remporté la ligue des champions et la coupe du monde avec l'Espagne en 2023.



Luis Rubiales, ancien président de la fédération espagnole de football, a été suspendu trois ans par la FIFA de toute activité liée au football suite à son baiser forcé sur la joueuse Jenni Hermoso. La suspension a été annoncée le 30 octobre.

LA PHOTO DE LA SEMAINE



Après le départ précipité de la MINUSMA, plusieurs personnes sont entrées dans le camp pour récupérer du matériel abandonné sur place. 31 octobre 2023.

DÉLESTAGES, JUSQU'À QUAND ?

De plusieurs heures dans la capitale à plusieurs jours dans certaines localités, les coupures d'électricité ont atteint une ampleur jamais égalée. Mettant à mal l'activité économique et provoquant la colère des consommateurs, ces délestages intempestifs sont devenus le lot quotidien des clients de la société Énergie du Mali (EDM). Entre absence d'investissements et mauvaise gestion généralisée, le bout du tunnel semble encore loin.

FATOUmata MAGUIRAGA

Dans une interview diffusée sur ORTM1, la chaîne nationale, le 24 octobre 2023, la ministre en charge de l'Énergie et de l'eau depuis le 1er juillet 2023 a tenté d'expliquer les nombreux délestages subis dans la fourniture de l'électricité. Surfacturations, vols de carburants, pénuries organisées et autres fraudes, les pratiques malsaines au sein de la société chargée de la production et de la distribution de l'électricité ont atteint un niveau inquiétant, selon elle. La mauvaise gestion au sein d'EDM, qui est même devenue un instrument politique aux dires de la ministre, ne date pas de maintenant. Un véritable système où commerçants et travailleurs sont complices. Souvent, au lieu d'une facture, ce sont deux à trois qui ont été retrouvées pour un seul récépissé de réception. Suite aux contrôles effectués, c'est un montant d'un milliard six cents millions de factures supplémentaires qui a été enregistré chez un seul fournisseur sur deux mois de vérification. Chez un autre, rien qu'en 2022 ce sont 52 factures supplémentaires pour un montant de 18 milliards de francs CFA qui ont été découvertes. Les principaux fournisseurs auxquels EDM doit de l'argent sont ceux qui lui livrent des carburants et ceux qui lui fournissent de l'électricité. Pour une dette totale de 600 milliards de francs CFA et 800 fournisseurs. Ce manque de rigueur généralisé a même entraîné un déficit de production qui a empiré au fil du temps, expliquant la dégradation actuelle. Selon la responsable du dé-

partement, le fioul, plus économique, aurait été délaissé au profit du gasoil, exonéré et facilement détourné. Ainsi, entre Balingué, la centrale qui reçoit et distribue le carburant aux autres centrales du pays, « des quantités » importantes ont disparu, « des manquants qui se sont accumulés ». Jusqu'à 59 citernes en 4 jours. Une déclaration qui a mis le feu aux poudres et fait bondir les syndicats. Lors d'une Assemblée générale suivie d'une conférence de presse, le 27 octobre 2023, les représentants des trois syndicats d'EDM ont contesté les propos de la ministre.

Arrêter l'hémorragie Pour résoudre de façon urgente les problèmes et réduire les délestages, la ministre évoque quelques pistes. Des sanctions à l'encontre de ceux qui ont commis des fautes et l'identification de tous les protagonistes impliqués dans cette chaîne de fraude. Dans la foulée, Madame Bintou Cama-

Estimées à 20 milliards de francs CFA, les recettes mensuelles, dont 18 milliards servent à payer les fournisseurs et 2 milliards les salariés, doivent être améliorées, en même temps qu'une diminution des charges.

ra a rencontré les opérateurs pétroliers le 30 octobre 2023. L'une des mesures adoptées est la « réduction drastique du nombre des fournisseurs », qui passe de 800 à 4 sociétés. « Dans un avenir proche », la première responsable du département de l'Énergie promet d'élaborer des contrats de management de la quantité de carburant livrée pour accentuer les contrôles dans ce domaine. Ce qui permettra



Les syndicats d'EDM ont organisé une conférence de presse le 27 octobre pour refuter les accusations de la ministre de l'Énergie et de l'Eau.

en outre de faire du stockage et de prévenir les coupures, parce qu'il n'existe pas pour le moment de seuil d'alerte. Avec les promesses de livraison prochaine de carburant en provenance de Russie, la desserte pourrait s'améliorer, promettent également les autorités. Les pertes de la société sont aussi financières et il y a un besoin pressant de mobiliser entièrement les recettes. Les problèmes de trésorerie au niveau d'EDM ne datent pas non plus de maintenant. En effet, plusieurs fois, pour payer les

francs CFA, les recettes mensuelles, dont 18 milliards servent à payer les fournisseurs et 2 milliards les salariés, doivent être améliorées, en même temps qu'une diminution des charges. Dont celles du personnel, estimé par la ministre à 2 500 travailleurs et environ 500 stagiaires. Un dernier chiffre contesté par les syndicats, qui dénoncent des recrutements inopportuns, surtout suscités par les autorités, ne reconnaissant que 15% de « part » dans le dernier recrutement.

Assumer les responsabilités Refusant d'être les « responsables » de cette situation, les représentants du Syndicat national des Constructeurs civiles, des mines et de l'énergie (SYNACOME) se sont dits « touchés » par les propos de leur autorité de tutelle. « Nous sommes témoins que les gens travaillent à EDM. Nous sommes atteints lorsqu'on nous accuse d'être des voleurs. Nous ne sommes

REPÈRES

20 septembre 2023 :

Nomination d'un nouveau Directeur à EDM.

24 octobre 2023 :

Intervention de la ministre de l'Énergie qui charge EDM.

27 octobre 2023 :

Réaction des syndicats.

pas tous bien, mais ces propos nous ont touchés », a dit Baba Dao, Président du SYNACOME. Expliquant que leurs familles ainsi que des agents de terrain ont été mis en danger par les propos tenus, il propose comme solution le financement. C'est au ministère de définir la vision qui va permettre d'assurer l'alimentation du pays en électricité. L'élément déclencheur de la situation que nous vivons aujourd'hui ne date pas de maintenant, explique un acteur du domaine. Si la définition de la politique (notamment du choix du mix énergétique) est le rôle de l'État, la fourniture de l'électricité, principalement dans les grandes villes, revient à EDM. L'AMADER et d'autres acteurs

s'occupant d'autres aspects. Malgré la forte demande, « EDM n'a pas intérêt à raccorder de nouveaux clients, parce que le prix de vente moyen de l'électricité est inférieur à son coût de production ». Chaque nouveau client est donc un trou de plus ajouté au déficit. Cependant, les pertes d'EDM augmentant, il faut s'interroger. Ce prix de revient est-il optimisé ? La plus grande part de l'énergie produite est thermique. Elle fonctionne à partir de carburant que nous importons et dont nous ne maîtrisons pas le prix. Le second problème est la mauvaise gestion d'EDM. « Il faut donc assainir et bien gérer le peu que nous avons », suggère-t-il. Le vol de carburant dénoncé est réel, poursuit-il. Le fait que beaucoup de travailleurs ont leurs propres sociétés qui sous-traitent des marchés est aussi une réalité, tout comme les surfacturations et bien d'autres choses. Des sociétés qui n'ont aucune expertise et se voient attribuer des marchés sur des fausses bases. Tout cela mis bout à bout ne peut qu'augmenter les charges. S'agissant du personnel, il doit aussi être optimisé, avec les compé-

tences nécessaires. À EDM, il faut réduire les pertes techniques et commerciales. Parmi les mesures urgentes, il faut aussi envisager de contrôler la consommation afin d'éviter le gaspillage énergétique et réduire les pertes auprès des gros consommateurs, en mettant en place des « systèmes automatisés au lieu d'investir un milliard pour augmenter la capacité et réduire les gaspillages en investissant la moitié de cette somme », par exemple. De janvier à septembre 2023, l'État assure avoir subventionné la société EDM à hauteur de 106 milliards, pour payer notamment ses fournisseurs. Il a également reconstitué son capital pour 146 milliards. Mais EDM est confrontée à des difficultés d'investissement dans ses installations de production, de transport et de distribution. La société, endettée et déficitaire, n'arrive pas non plus à s'autofinancer. Ses coûts de production d'énergie se situent entre 140 et 160 francs CFA le kWh, alors qu'elle le vend aux populations 90 francs CFA en moyenne. En février dernier, trois ministres, Abdoulaye Maïga, Alousséni Sanou et Lamine Seydou Traoré (alors ministre de l'Énergie) avaient été mobilisés par le gouvernement lors du Salon des investisseurs pour l'Énergie au Mali (SIEMA 2023), dans l'optique de plaider auprès des partenaires pour débloquer près de 600 milliards de francs CFA pour le Plan de Développement du sous-secteur de l'Électricité sur la période 2022 - 2026. L'activité de deux jours, qui a réuni plus de 200 participants, n'a finalement réussi à récolter que 50 milliards.

Aujourd'hui, si les autorités promettent moins de délestages, espérant qu'il n'y aura plus de ruptures dans la fourniture de carburant, elles invitent à la patience, car l'amélioration promise n'est pas encore au rendez-vous. Dans la capitale, la grogne monte, même si ses formes ne se dessinent pour l'heure pour la plupart que sur les réseaux sociaux. ■

3 QUESTIONS À



BAGUI DIARRA

Expert en énergie

1 Comment analysez-vous les sorties de la ministre et des syndicats de l'Énergie ?

Face à la résurgence des délestages, dont l'intensité est toujours forte, on ne voyait aucune solution de la part des acteurs. Il y avait besoin de communiquer, de dire où nous en étions et quelles étaient les solutions. Cette communication a eu l'avantage de réorienter les discussions. Dans cette intervention, il y a la volonté d'assainir et rendre plus performante la société EDM SA, qui est un instrument de l'État. L'État et les syndicats s'accusent mutuellement alors qu'ils devraient comprendre l'enjeu du service de l'électricité.

2 Quelles peuvent être les solutions urgentes ?

Il faut rationaliser la production d'énergie à partir du carburant. Si les consommateurs maîtrisent leur consommation, on peut arriver à des résultats drastiques à travers la sensibilisation. EDM peut aider à réduire la consommation dans chacune des catégories de clients et dire ce que cela a permis de compenser.

3 Et les solutions à long terme ?

Il s'agit de mettre l'énergie dans les priorités gouvernementales. Dans le CREDD, l'énergie n'est pas un domaine prioritaire. Elle n'est pas positionnée de façon stratégique dans les secteurs de développement. Et étendre l'utilisation du solaire, source d'énergie la plus répandue partout. La réglementation, rôle régalién de l'État, a aussi un rôle déterminant. Elle permet d'identifier les clients éligibles et d'impliquer les privés.



DIVERSIFIER LES SOURCES : UNE SOLUTION À LONG TERME

Le secteur de l'électricité au Mali est marqué par une forte dépendance à l'importation de carburant pour la production thermique. Une dépendance dénoncée par certains experts qui préconisent de nouvelles sources d'énergie qui pourraient permettre de régler une partie des problèmes liés à l'électricité.

FATOUMATA MAGUIRAGA



Le solaire est une des alternatives les plus recommandées par des experts.

En 2020, le Mali avait un taux d'électrification de 50,56% à l'échelle nationale - 96% en milieu urbain et 21,12% en milieu rural. Cela se traduisait par 10,24 millions de personnes ayant accès à l'électricité contre 10,01 millions n'y ayant pas accès. En milieu rural, 8,79 millions de

personnes n'avaient pas accès à l'électricité.

Coûts et risques élevés Malgré un potentiel important en ressource solaire, les coûts d'investissements dans les mini-réseaux solaires PV ne sont pas concurrentiels par rapport au thermique, note le

rapport. Ceci s'explique par les nombreux risques d'investissement dans le contexte. Il en résulte un coût plus élevé de l'électricité produite par les mini-réseaux solaires PV. Mais l'investissement dans des actions publiques d'atténuation des risques peut créer des économies importantes et favoriser la réalisation des objectifs du Mali en termes d'électrification rurale par le biais de mini-réseaux solaires à l'horizon 2030. Le coût moyen de l'électricité produite par les mini-réseaux pourrait diminuer de 83,2 centimes de dollars US à 51,1 centimes par Kwh grâce à l'atténuation des risques. Au Mali, la consommation finale totale (CFT) d'énergie a été estimée à 5 511 Ktep. Les produits pétroliers ont représenté 20% de cette consommation finale, soit 12% de la consommation de produits pétroliers dans l'espace UEMOA. L'élec-

tricité représente 5% de la CFT et 15% de la consommation d'électricité de la sous-région.

Selon la Commission de régulation de l'eau et de l'énergie (CREE), le coût moyen de l'électricité produite au Mali est inférieur à celui de la sous-région. En 2019, le tarif moyen de l'électricité par kilowatt était de 90 francs CFA pour un coût de production d'environ 120 francs. Un manque à gagner pour la société productrice qui est compensé par l'État en termes de subventions, même si celles-ci ne couvrent pas la totalité du gap, d'où des dettes importantes.

Ainsi, malgré des coûts initiaux d'installation élevés, l'énergie solaire présente la meilleure option, compte tenu du potentiel de notre pays en la matière. Représentant 51% de la puissance installée d'EDM SA, l'hydroélectricité, qui constitue également une énergie propre, a cependant ses limites. Les changements climatiques et la baisse du niveau des précipitations incitent à opter pour d'autres sources, comme le solaire ou l'éolien. ■

EDM : UNE PRODUCTION TRÈS THERMIQUE (2020)

PRODUCTION ÉLECTRIQUE

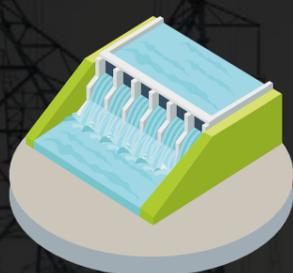
2 577,44 GWh



Thermique
69%

TAUX D'ÉLECTRIFICATION

50,56%



Hydraulique
26,8%



Solaire
4,2%

Source : PNUD étude DREI sur les mini-réseaux (2020)

Paru dans Journal du Mali l'Hebdo N°447 du 2 au 8 novembre 2023

Journal du Mali

MALI MODE SHOW 4

3 - 12 | NOVEMBRE | 2023

Dîner LAUDACE

ORANGE MEET AND GREET

Jeu 09 | Misana | 17H

DÉFILÉ MADE IN MALI^B

Ven 10 | Blonba | 21H30

LE GRAND SHOW^B

Sam 11 | Azalaï Hôtel Bko | 21H30

TEA TIME^B

Dim 12 | Azalaï Hôtel Bko | 16H

EXPOSITION

03 au 30 novembre | Musée de la Femme

Ticket: 15.000^B - 25.000^B - 10.000 Fcfa^B

Toute la programmation sur malimodeshow.com

@malimodeshow #mms2023

Infoline: +223 79 97 98 97

Sponsors



Partenaires



Partenaires médias



Un événement



Dress: SK Couture | Bijoux: African Concept

LE CONSEIL NATIONAL DE TRANSITION EN PERPÉTUELLE RECONFIGURATION

Depuis sa mise en place, en décembre 2020, le Conseil national de transition (CNT) a connu plusieurs réaménagements. Passé de 121 à 147 membres en octobre 2022, conformément aux recommandations des Assises nationales de la Refondation, l'organe législatif transitoire a vu sa composition évoluer fréquemment.

MOHAMED KENOUI

Le 23 octobre 2023, le Président du CNT, le Colonel Malick Diaw, a annoncé la suspension pour 1 mois de 4 membres pour « absences non justifiées lors des travaux des commissions et des séances plénières de la session d'octobre 2023 ». Cette suspension, qui consiste en « l'interdiction de participer aux activités du CNT et la perte du bénéfice du salaire et des indemnités », concernait Mohamed Ag Intallah, Aménokal de Kidal, Mohamed Ali Ag Mattahel, Akli Ikan Ag Souleymane et Boubacar Sidigh Taleb Sidi Ali, tous proches des groupes armés de la CMA. Deux d'entre eux, Akli Ikan Ag Souleymane et Boubacar Sidigh Taleb Sidi Ali, ont annoncé dans la foulée leur démission de l'organe législatif transitoire. Sidi Moha-



Depuis sa mise en place en 2020, le CNT a connu de nombreux changements.

la lettre de démission adressée au Président de la Transition que le CNT ne correspondait pas à ses attentes. Quelques mois plus tard, il a été nommé ministre par Choguel Maïga. Kadidiatou Haidara, fille du leader religieux et Président du Haut conseil islamique du Mali, Chérif Ousmane Madani Haidara, qui avait été nommée

2021. Par décret N°2023-PT-RM du 11 août 2023, ils ont été remplacés par MM. Hama Barry, Mohamed Albachar Touré et Mahamadou Coulibaly. Dans une lettre adressée au Président du Conseil national de transition datée du 27 juillet 2023, mais rendue publique le 8 août, l'artiste Salif Keita avait également soumis sa démission « à compter du 31 juillet 2023 », pour des « raisons purement personnelles ». Le célèbre chanteur, qui a avait indiqué rester toujours « l'ami incontesté des militaires de mon pays », a été nommé une semaine plus tard Conseiller spécial du Président de la Transition. Suite au décès de certains de ses membres, le CNT a aussi connu des changements en son sein. Décédé en janvier 2021, Abdrahamane Ould Youba a été remplacé par Sidi Mohamed Ould Alhousseini et l'ancien Président de l'ADEMA Marimantia Diarra, qui a tiré sa révérence le 23 juillet dernier, a été remplacé par l'ingénieur Oumar Maïga.

Décrets abrogés Condamné le 14 septembre dernier à deux ans de prison, dont un ferme, pour « atteinte au crédit de l'État », le leader du mouvement « Yerewolo debout sur les remparts », Adama Ben Diarra dit « Ben le Cerveau », a vu son décret de nomination au CNT abrogé le lendemain de sa condamnation

Kadidiatou Haidara, fille du leader religieux et Président du Haut conseil islamique du Mali, qui avait été nommée au CNT en décembre 2020 mais n'y a jamais siégé, a été remplacée en octobre 2021.

med Ould Alhousseini, également membre de la CMA a démissionné le 1er novembre.

Démissions et décès Avant ces démissions, le Conseil national de transition en avait connu bien d'autres. Quelques jours plus tôt, l'ancien député RPM Mamadou Diarrassouba, cité dans une affaire d'atteinte aux biens publics, a posé sa démission pour se « mettre à la disposition de la justice ». Le CNT n'a pas encore réagi. Le 8 décembre 2020, trois jours après la séance inaugurale du CNT, lors de laquelle il était absent, l'imam Oumarou Diarra s'était officiellement retiré de l'organe, expliquant dans

au CNT en décembre 2020 mais n'y a jamais siégé, a été remplacée en octobre 2021. Par la suite, le Lieutenant-Colonel Adama Diarra avait démissionné de son poste, étant appelé à d'autres fonctions dans la lutte contre la prolifération des armes légères. Nommés respectivement Consul général du Mali à Guangzhou en Chine, Consul général du Mali à Bouaké et Consul général du Mali à Lyon en France, Mamadou Sory Dembélé, ancien Président de la Commission Santé, le Colonel Abdoul Karim Daou et Sory Ibrahima Diakité, 4ème Secrétaire parlementaire, ont eux aussi quitté le CNT en octobre

EN BREF

MISE EN PLACE DE DÉLÉGATIONS SPÉCIALES : LA CODEM S'INQUIÈTE

À l'issue du Conseil des ministres du 18 octobre dernier, le gouvernement a annoncé la mise en place de délégations spéciales dans certaines collectivités territoriales, suite aux dysfonctionnements, irrégularités et insuffisances constatés après des missions de contrôle et de suivi effectuées par le ministère de l'Administration territoriale et de la Décentralisation. À la CODEM, la pertinence « d'une telle décision à pareil moment » est mise en cause. Dans un communiqué daté du 27 octobre 2023, le parti de l'ancien ministre Housseini Amion Guindo déplore l'absence de transparence sur la désignation des collectivités territoriales concernées, s'interroge sur le suivi de la procédure légale en la matière et déplore la non dissolution des collectivités concernées au cas par cas, « seul préalable avant une telle décision, qui ne doit avoir aucun caractère global ». « Le parti CODEM suit avec beaucoup d'attention la mise en place des dites délégations spéciales, tout en souhaitant qu'elles soit faite avec objectivité et dans l'intérêt exclusif des collectivités concernées », précise le communiqué. ■

par le Président de la Transition. Avant lui, Issa Kaou Djim, ancien grand soutien du Colonel Assimi Goïta, avait connu le même sort. Poursuivi pour atteinte au crédit de l'État, interpellé sur la base du flagrant délit, placé en détention provisoire le 29 octobre 2021 puis libéré le 8 novembre 2021, l'ancien 4ème Vice-président de l'organe législatif de la transition avait vu son décret de nomination être abrogé 24h après par le Président de la Transition. Arrêté pour son implication présumée dans une tentative de déstabilisation des institutions de la Transition, le Colonel Amadou Keita, qui occupait de hautes fonctions au CNT, a lui aussi été renvoyé de l'institution le 24 juin 2022, suite à l'abrogation de son décret de nomination. ■



DR. MODIBO SOUMARÉ

« Nous avons pris notre propre direction »

Membre fondateur du Cadre des partis et regroupements de partis politiques pour le retour à l'ordre constitutionnel, l'Action républicaine pour le progrès (ARP) vient d'annoncer son retrait de la plateforme. Entretien avec Dr. Modibo Soumaré, 1er Vice-président de cette alliance politique présidée par l'ancien ministre Tiéman Hubert Coulibaly, en exil depuis plusieurs mois.

PROPOS RECUEILLIS PAR MOHAMED KENOUI

Quelles sont les raisons du retrait de l'ARP ?

L'ARP, de façon souveraine, s'est associée à d'autres forces politiques pour créer le Cadre. Nous avons travaillé d'arrache-pied pour qu'il puisse atteindre ses objectifs. Mais aujourd'hui il y a un flou autour du Cadre. À l'ARP, nous préférons que les choses soient claires. La Conférence des Présidents de l'ARP a donc majoritairement décidé du retrait de notre organisation. Personnellement, j'ai passé le témoin au Président Bocary Tréta à la tête du Cadre en mai dernier et, de cette date à aujourd'hui, le Cadre n'a tenu que 4 réunions, alors qu'il est prévu

dans les textes 1 réunion par semaine. Nous nous sommes dit qu'il était important que nous nous concentrons sur notre organisation, la mobilisation et l'implantation des structures membres de l'ARP, plutôt que de rester dans cette situation. Nous avons pris notre propre direction et, avec nos amis politiques, nous travaillerons à aller vers d'autres horizons.

Avez-vous de nouvelles perspectives ?

Lors de la réunion qui a décidé du retrait du Cadre, nous avons décidé de tenir une autre grande réunion de toutes les organisations membres de l'ARP pour discuter justement des perspectives. Il est clair que nous travaillerons à préparer les élections à venir et à bâtir une alliance politique et électorale robuste sur laquelle les Maliens pourront compter pour travailler à un changement de qualité après la Transition.

Serez-vous prêt à intégrer un nouveau front d'opposition à la Transition ?

Pour l'heure, cela n'est pas à notre agenda. Nous avons évalué l'évolution du fonctionnement du Cadre. Nous ne nous y retrouvons plus et avons donc décidé de nous retirer. Nous n'avons pas décidé d'intégrer quelque organisation que ce soit. Mais, dans les jours à venir, le Directoire des Présidents de l'ARP va se réunir et, après avoir tiré les leçons des dysfonctionnements du Cadre, nous allons décider de ce qu'il y a lieu de faire.

Comment se porte l'ARP en l'absence du Président Tiéman Hubert Coulibaly ?

L'ARP se porte bien. L'alliance est composée d'une vingtaine de Présidents. Les luttes que nous avons menées ces derniers mois l'ont été en l'absence du Président Tiéman Hubert Coulibaly. Nous sommes l'une des plateformes les mieux organisées aujourd'hui au Mali et nous sommes convaincus que les Maliens ont confiance en nous. ■

afribone

Connexion Internet illimitée
jusqu'à 40 Mbits/s
à votre domicile

20 28 00 00

www.afribone.com

LA PRODUCTION DE RIZ EN AFRIQUE DE L'OUEST EN LÉGÈRE BAISSÉ

L'Afrique de l'Ouest représente 65% de la production de riz en Afrique subsaharienne. Malgré ce potentiel, la région importe plus de la moitié de ses besoins. L'urbanisation et la croissance démographique, de l'ordre de 3% annuellement, expliquent la forte consommation de cette céréale, qui constitue la base de l'alimentation dans la plupart de ces pays.

FATOUMATA MAGUIRAGA

Les pays de la région disposent d'un potentiel important en terres irrigables et pourraient considérablement augmenter leur production. À condition toutefois de trouver un compromis juste entre les intérêts des producteurs et ceux des consommateurs et d'améliorer le marketing du riz local ainsi que l'accompagnement technique et financier des petits exploitants. C'est une conclusion du rapport EcofinPro publié le 27 octobre 2023. La consommation annuelle moyenne par habitant dans la zone, estimée de 45 à 55 kilos, double celle de la région



Le Mali est le troisième producteur de riz en Afrique de l'Ouest derrière le Nigeria et la Guinée.

Afrique subsaharienne, avec au total, environ 20 millions de tonnes de riz consommés chaque année.

Production de riz 2022-2023 :
1,85 million de tonnes

2021-2022 :
Environ 2 millions de tonnes

Nombre d'exploitations :
Environ 190 000

millions de tonnes de riz en 2021-2022, soit 45% de la quantité totale consommée en Afrique subsaharienne. La région est aussi la principale importatrice de cette céréale. Le Nigeria, le Sénégal, la Guinée et la Ghana ont importé 7 millions de tonnes, soit 40% de la quantité totale importée en Afrique subsaharienne. Les importations proviennent principalement de l'Inde, du Vietnam et de la Thaïlande. Avec une production estimée à 1,85 million de tonnes, le Mali occupe la troisième place en Afrique de l'Ouest pour la

campagne 2022-2023. Ce résultat représente tout de même un recul par rapport à la campagne précédente, où le pays avait enregistré environ 2 millions de tonnes, occupant la deuxième place derrière le Nigeria. À l'image des autres pays de la région, le Mali dispose d'un potentiel hydro agricole important, estimé à 2,2 millions de terres irrigables. Mais seulement 36% de ce potentiel est exploité et l'Office du Niger, qui est la principale zone productrice de riz du pays, couvre seulement 30% des besoins de consommation. L'exploitation de ce potentiel devrait faire du pays un exportateur de cette denrée, dont le Mali a importé environ 550 000 tonnes lors de la campagne 2021-2022. ■ F.M

EN BREF

MINE DE YANFOLILA : PRODUCTION EN HAUSSE DE 9%

La junior britannique Hummingbird Resources, principale opératrice de la mine d'or de Yanfolila, a annoncé une production de 18 399 onces au cours du 3ème trimestre 2023. Une hausse de 9% par rapport à 2022. Ce qui donne une production cumulée de 69 546 onces (soit près de 2 millions de tonnes) et une hausse de 33% par rapport à l'année dernière sur les 9 premiers mois de 2023. Compte tenu des difficultés habituellement enregistrées durant ce trimestre, qui correspondent à la grande période de la saison des pluies, les responsables de la société estiment que les résultats sont conformes à leurs attentes, jusqu'à 69 000 onces fin septembre. Ce qui permettra à l'entreprise de respecter ses prévisions de production pour 2023, entre 80 000 et 90 000 onces avec son projet de Kouroussa, en Guinée, dont la production commerciale démarre en 2024. Ce qui permettra à l'entreprise, sur les deux sites, d'atteindre un volume annuel de 200 000 onces d'or, soit environ 5,7 tonnes. La mine à ciel ouvert, située dans le sud du Mali, a des ressources minérales estimées à 2,07 Moz à 2,22 g/t et les réserves minérales étaient de 717 Koz à 2,85 g/t au 31 décembre 2021. ■ F.M

Ratio Impôts-PIB Une légère évolution au Mali

L'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) a publié le 31 octobre 2023 ses « Statistiques des recettes publiques en Afrique 2023 ». Le rapport annuel compare les statistiques des recettes fiscales et non fiscales de 33 pays africains. Le ratio Impôts-PIB moyen non pondéré dans les 33 pays couverts, dont le Mali, s'est établi à 15,6% en 2021,

soit le même taux qu'en 2020. Il comprend les recettes fiscales (y compris les cotisations de sécurité sociale obligatoires versées à l'administration publique). Les ratios moyens en Asie-Pacifique, Amérique Latine et Caraïbes sont respectivement de 19,8% ; 21,7% et 34,1% en 2021. En 2021, le ratio Impôts-PIB en Afrique est resté inférieur à son niveau d'avant pandé-

mie de 15,8% en 2019, après avoir baissé de 0,3 points de pourcentage en 2020. En 2021, les ratios Impôts-PIB ont connu des variations très importantes d'un pays à l'autre, passant de 5,9% en Guinée Équatoriale à 32,5% en Tunisie. Les recettes fiscales en pourcentage du PIB ont augmenté dans 20 pays et diminué dans 13 autres entre 2020 et 2021. C'est au Tchad que l'on a enre-

gistré la plus forte baisse, 4,6 points, devant les Seychelles et la Guinée Équatoriale. Le ratio a par contre enregistré sa plus forte hausse au Botswana, avec 2,8 points, devant l'Afrique du Sud (1,9) et la RDC (1,8). Une diversité qui prouve que c'est à chaque pays de concevoir et de mettre en œuvre sa propre stratégie. Au Mali, entre 2020 et 2021, la hausse du ratio s'est élevée à 0,7 points de pourcentage. ■ F.M

MODE ET TEXTILE : CE QU'IL FAUT SAVOIR

Ces infographies sont issues de l'émission *Entreprendre* dont le thème est : À quand une industrie de la mode ? L'émission sera diffusée sur TM1 le mardi 7 novembre à 20h20.



SAHEL INFUSION BONUS Bio

Bonus est un parfait remontant pour les hommes en cas de fatigue et un bon aphrodisiaque

100% Naturel

ECO CERT HACCP

Saveurs du Sahel BONUS Pour homme

DEF 2023 : PAS D'ORIENTATIONS POUR PRÈS DE 1 700 ÉTABLISSEMENTS SECONDAIRES PRIVÉS

Après six longs mois d'attente, les orientations du DEF session de mai 2023 sont disponibles depuis le 28 octobre 2023. Si elles mettent fin à une certaine angoisse chez les élèves, elles l'ont créée chez certains promoteurs de lycées privés, qui n'ont pas eu d'élèves orientés et qui craignent aujourd'hui de mettre la clé sous la porte.

YAYA BERTHÉ



De nombreux lycées n'ont pas reçu cette année d'élèves orientés.

Si pour certains observateurs et parents d'élèves les orientations du DEF session 2023 ont beaucoup tardé, car ils s'inquiètent de voir comment les établissements pourront terminer les différents programmes en six mois, sans compter d'éventuelles grèves, plusieurs établissements secondaires privés n'ont pas obtenu d'élèves cette année. Sur 72 688 élèves réguliers orientés dans les établissements secondaires, 29 900 l'ont été vers des établissements publics, au nombre de 111, soit un total de 42%, contre 41 000 élèves, soit 58%, dans 869 établissements privés sur 2 539 sur l'ensemble du territoire national. Selon un promoteur de lycée qui a requis l'anonymat, lors des orientations de la session du DEF 2021-2022, son établissement

n'avait pas reçu d'élèves de la part du gouvernement, ce qui a fait que l'année dernière il n'avait pas de classe de 10ème. Cette année, le même scénario se dessine pour le jeune promoteur, qui craint d'ailleurs la fermeture de son

29 900 élèves ont été orientés dans les établissements publics, au nombre de 111, soit un total de 42%, contre 41 000 élèves, soit 58%, dans 869 établissements privés sur un total de 2 539.

école si la situation perdure encore l'année prochaine. M. Kaba Diok, PDG du groupe scolaire et universitaire Toubakôrô Alassane Doucouré, assure que chaque année les écoles publiques envoient des quotas au niveau de la Cellule de planification sta-

tistique (CPS) et qu'après la proclamation des résultats l'État priorise ces établissements. Ce n'est qu'ensuite qu'il partage le reste des effectifs entre les lycées et les centres de formation professionnelle. La grogne naissante des promoteurs enfle alors que depuis plusieurs jours un rapport du Vérificateur général sur la période 2017-2022 révèle 19 milliards de francs CFA de fraudes et de mauvaise gestion dans le cadre des subventions de l'État accordées aux établissements privés. Selon ce rapport, « des subventions ont été versées sur la base d'attributions irrégulières d'élèves aux établissements privés alors qu'ils étaient initialement orientés vers les établissements publics ». Un rapport

similaire de l'Office central de lutte contre l'enrichissement illicite (OCLEI) a fuité sur les réseaux sociaux en août dernier. L'OCLEI a par la suite rédigé un communiqué pour se désengager du contenu publié, qui n'était pas encore définitif selon la structure. ■

EN BREF

RAPPORT CNDH 2022 : LE DROIT À L'ÉDUCATION SÉRIEUSEMENT AFFECTÉ

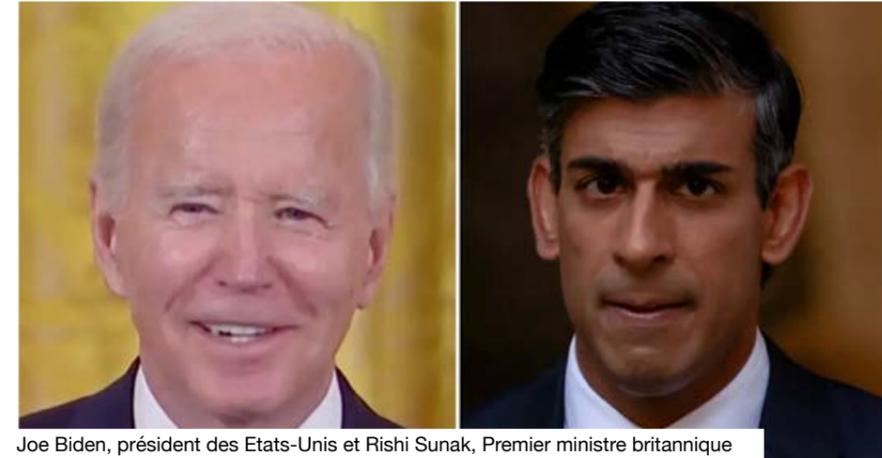
La Commission nationale des droits de l'Homme « CNDH » a présenté son rapport annuel pour l'année 2022. Il passe en revue l'état des droits civils et politiques, des droits économiques, sociaux et culturels, des droits des personnes vulnérables, la situation carcérale et les conditions de détention ainsi que le droit à un environnement sain. Il est noté dans le rapport que la liberté de presse au Mali a connu un recul en 2022. Dans le classement de Reporters Sans Frontières, le pays perd 11 places, passant du 99ème au 111ème rang sur 180 pays en 2022. Concernant les droits civils et politiques, la CNDH recommande au gouvernement de garantir les droits et libertés acquis de haute lutte par le peuple malien, de renforcer les capacités des organisations de la société civile et d'encourager les défenseurs des droits de l'Homme. La classe politique est invitée à mener une action commune afin d'amener les autorités à mettre fin aux restrictions dénoncées. Un accent particulier est mis sur la question de l'esclavage par ascendance dans la région de Kayes. La CNDH déplore les cas de violations et d'abus des droits de l'Homme dans la région et recommande au gouvernement d'adopter une loi criminalisant l'esclavage par ascendance et les pratiques analogues au Mali, d'apporter une assistance humanitaire à toutes les victimes et de mettre en place un programme d'insertion socio-économique des victimes de cet esclavage. Le droit à la santé a connu quelques progrès, surtout en matière d'équipements, contrairement au droit à l'éducation, qui a été sérieusement affecté dans les zones où l'insécurité règne. ■

Y.B

FACE À L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE, LES GRANDES PUISSANCES SE MOBILISENT

Face à l'essor de l'intelligence artificielle (IA), plusieurs grandes puissances essaient de trouver des solutions pour en mitiger les risques.

BOUBACAR SIDIKI HAIDARA



Joe Biden, président des Etats-Unis et Rishi Sunak, Premier ministre britannique veulent réguler l'intelligence artificielle.

Le Royaume-Uni a réuni les 1er et 2 novembre 2023 dirigeants politiques, représentants de la tech et chercheurs à Bletchley Park pour discuter de l'essor fulgurant de l'intelligence artificielle (IA), lors du premier sommet organisé face aux craintes suscitées par cette révolution technologique. Destruction d'emplois, cyber attaques voire perte de contrôle par les humains... Les signaux d'alarme se multiplient quant aux dangers potentiels de l'IA, selon l'AFF. Et si le gouvernement britannique a semblé réduire ses ambitions, avec peu d'invités prestigieux et de mesures concrètes attendues, il dit surtout vouloir ouvrir le dialogue sur le sujet lors de cette réunion organisée à Milton Keynes, au nord de Londres. Si

le potentiel de l'IA suscite de nombreux espoirs, en particulier pour la médecine, son développement semble parfois sans freins, avec de grandes puissances qui réagissent pour l'instant en ordre dispersé. Outre la destruction de milliers d'emplois dans de nombreux secteurs, comme l'art et les médias, l'IA pourrait être à l'origine de cyber attaques, de désinformations et de fraudes, a mis en garde Rishi Sunak, le Premier ministre britannique. Il a estimé qu'il ne pouvait y avoir de « stratégie sérieuse pour l'IA sans au moins essayer d'impliquer toutes les grandes puissances mondiales ».

Avant le sommet au Royaume-Uni, le Président américain Joe Biden a signé un

décret le 30 octobre. Il impose notamment aux entreprises du secteur de transmettre au gouvernement fédéral les résultats de leurs tests de sécurité quand leurs projets posent « un risque sérieux en termes de sécurité nationale, de sécurité économique nationale ou de santé publique ». Les critères de ces tests de sécurité seront fixés au niveau fédéral et rendus publics. « Pour réaliser les promesses de l'IA et éviter les risques, nous devons gouverner cette technologie », a déclaré le dirigeant, avant de signer le décret à la Maison-Blanche, devant des élus, membres du gouvernement et représentants d'industries. La présidence américaine à beau vanter l'ambition du décret, Joe Biden ne dispose, selon les médias américains, que d'une marge de manœuvre limitée. Toute législation réellement contraignante et ambitieuse sur l'IA devra passer par le Congrès américain. Or ce dernier est pour l'heure divisé entre Démocrates et Républicains, ce qui rend très peu probable l'adoption d'une loi de grande envergure. Les pays du G7 (États-Unis, Japon, Allemagne, France, Royaume-Uni, Italie, Canada) ont adopté le 30 octobre un code de conduite pour les entreprises qui développent des systèmes avancés d'intelligence artificielle. ■

UNE SEMAINE DANS LE MONDE

PAKISTAN : PLUS D'UN MILLION D'AFGHANS BIENTÔT EXPULSÉS

Ils sont 1,7 million d'Afghans à vivre au Pakistan. Tous ont été sommés de partir d'ici le 1er novembre sur ordre des autorités pakistanaïses. Dès le 31 octobre, plus de 10 000 migrants afghans se sont précipités à la frontière. Depuis ce mercredi, les Afghans en situation irrégulière risquent l'arrestation. Ils seront par la suite placés dans des centres de rétention, puis expulsés vers l'Afghanistan. Le Pakistan est l'un des pays accueillant le plus de réfugiés au monde, en très grande majorité des Afghans, qui ont afflué au cours des quatre dernières décennies de guerre. Au moins 600 000 Afghans y sont arrivés depuis le retour au pouvoir des Talibans, en août 2021. Le gouvernement pakistanaïse s'est justifié par la détérioration de la sécurité dans le nord-ouest du pays, à la frontière avec l'Afghanistan, où les attentats se sont multipliés ces derniers mois. En annonçant en octobre la date butoir pour les départs volontaires, le ministre pakistanaïse de l'Intérieur, Sarfraz Bugti, a affirmé que plusieurs attentats-suicides avaient été perpétrés par des ressortissants afghans. ■

B.S.H

ÉCHOS DES RÉGIONS

VIH-SIDA : FORMATION À KOULIKORO SUR LA TRANSMISSION MÈRE-ENFANT

Une session de formation sur le thème « La prévention de la transmission mère-enfant du VIH-SIDA » a débuté le 30 octobre 2023 à Koulikoro. Elle réunit 22 responsables des CSCOM des cercles de Kati, Dioula, Banamba et Kangaba. L'objectif, selon les organisateurs, est de renforcer les connaissances de ces responsables sur le mécanisme de la transmission du VIH de la mère à l'enfant, en vue de réduire le taux de prévalence dans la région. Cette formation de six jours est organisée par la Direction régionale de la santé de Koulikoro avec l'appui de l'UNICEF. Alors que l'éradication du VIH-SIDA dans le monde d'ici 2030 reste un défi pour l'Organisation mondiale de la santé, on enregistre au Mali, selon un rapport datant de 2020 d'ONUSIDA, plus de 100 nouvelles infections par semaine et 88 décès. ■

Y.B

LES RECORDS DIFFICILES À BATTRE

Lionel Messi, champion du monde avec l'Argentine, a remporté lundi son huitième Ballon d'or, la récompense individuelle la plus prestigieuse du football. Un record qui sera très difficile à battre. Cependant, il n'est pas le seul athlète à avoir inscrit son nom dans les annales du sport grâce à des performances exceptionnelles.

BOUBACAR SIDIKI HAÏDARA

SPRINT : USAIN BOLT ET FLORENCE GRIFFITH-JOYNER

Chez les hommes, Usain Bolt détient les records du monde du 100m et du 200m, tous deux établis en 2009 lors des Championnats du monde à Berlin. Il a réussi des chronos de 9 secondes 58 centièmes sur 100m et de 19 secondes 19 centièmes sur 200m. Si certains sprinteurs sont eux aussi descendus sous les 10 secondes, personne n'a encore pu battre ses records. Ce sera encore plus compliqué chez les dames. L'Américaine Florence Griffith-Joyner détient depuis 1988 les records du sprint en 100 et 200m. Sur la distance reine, son chrono de 10 secondes 49 tient toujours. Sur 200 mètres, elle a remporté la médaille d'or olympique grâce à sa course en 21 secondes 34 centièmes. Mais ces records sont entachés de forts soupçons de dopage. Elle est décédée en 1998 à 38 ans, 10 ans après les avoir établis.



FOOTBALL : LIONEL MESSI

Après un Mondial 2022 marqué de son empreinte avec sept buts, dont deux en finale, et malgré une saison décevante avec le PSG, le génie argentin de 36 ans vient de succéder le 30 octobre à Karim Benzema. Il a décroché son huitième Ballon d'or, une nouvelle distinction qui le place encore plus au sommet de l'histoire du football. Avant ce Ballon d'Or 2023, il avait déjà remporté ce trophée en 2009, 2010, 2011, 2012, 2015, 2019 et 2021. Son principal poursuivant, Cristiano Ronaldo, en a remporté cinq.

JEUX OLYMPIQUES : MICHAEL PHELPS

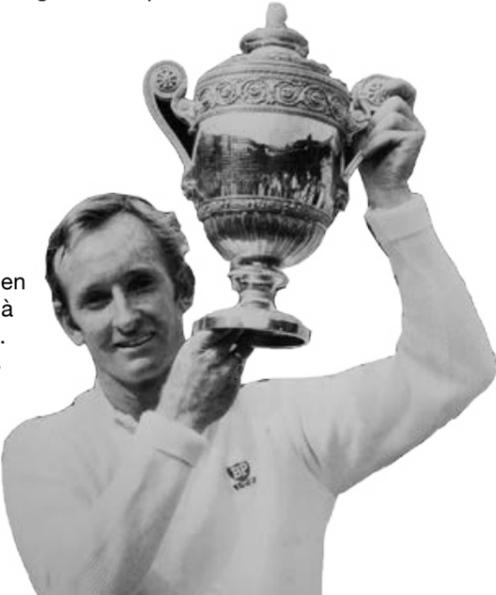
Le nageur américain Michael Phelps le sportif le plus titré et le plus médaillé de l'histoire des Jeux Olympiques, avec 28 médailles, dont 23 en or, remportées entre 2004 et 2016.

Il était spécialiste des épreuves de papillon, de nage libre et de quatre nages. La natation étant la discipline permettant de remporter le plus de médailles, le record de Phelps, retraité depuis 2016, pourrait pourtant tenir très longtemps.



BASKET - NBA : LEBRON JAMES

Le 7 février 2023, LeBron James bat le record de points de Karim Abdul Jabbar en NBA, qui résistait depuis 39 ans. Après avoir marqué son 38 388ème point, LeBron James, qui en est à sa 21ème saison NBA, est devenu le meilleur marqueur de l'histoire de la ligue. Il comptait à la date du 31 octobre 2023 38 740 points.



TENNIS : ROD LAVER

En tennis, Rod Laver, tennisman australien dont la carrière s'est étalée de 1963 à 1979, a remporté 200 titres en simple. Un record absolu, même si certains de ces titres ont été remportés comme amateur. Roger Federer, qui a mis un terme à sa carrière en 2022, compte 103 titres en tout. Rafael Nadal et Novak Djokovic, toujours en activité, ont respectivement 92 et 96 titres.

BLACK AD DÉBUTE DE SA TOURNÉE AFRICAINE

Après un premier concert à Paris le 29 septembre, Black AD, de son vrai nom Awa Diallo, a débuté sa tournée africaine par son pays, le Mali, le 28 octobre à l'Institut français. Révélée au public grâce à son hit « Mali », la chanteuse fait partie des étoiles montantes de la musique malienne afro-mandingue.

YAYA BERTHÉ



Black AD a débuté une tournée africaine qui doit l'emmener dans plusieurs pays.

Lauréate du Prix Découvertes RFI en novembre 2022, devant plus de 2 100 candidats issus de tout le continent africain et de sa diaspora, Black AD entre dans une nouvelle phase de sa carrière. Après avoir soigneusement, elle et son entourage, évité les polémiques sur un trophée décerné par un média suspendu au Mali, l'artiste bénéficie d'un accom-

pagnement artistique et financier grâce à cette distinction, mais aussi d'une promotion médiatique, avec une tournée organisée par le réseau des Instituts français en Afrique. La tournée, qui a débuté le 28 octobre, se poursuivra jusqu'au 15 février 2024. Elle se produira dans des pays tels que le Tchad, le Togo, le Rwanda, deux fois en RDC et au Burundi. Selon un observateur

culturel, ces scènes ne seront pas des « révélateurs efficaces » pour toucher le grand public, mais elles permettront à Black AD d'améliorer ses prestations scéniques. En juin dernier, son concert au Palais de la Culture avait fait un flop, le public n'ayant pas répondu présent. Née à Bamako, l'artiste de 20 ans est passionnée de musique depuis son plus jeune âge, elle puise son inspiration chez Oumou Sangaré, Nomceba la Sud-africaine, Fatoumata Diawara ou encore Salif Keita. Selon elle, Black AD est un nom de scène qui traduit son combat pour la beauté africaine, un surnom qui lui permet de mettre en valeur la culture noire et de dire aux Africains d'être fiers de leur couleur de peau. Son pseudo est une combinaison du mot noir (Black en anglais) et du diminutif de son nom, Awa Diallo, AD. Elle a participé à plusieurs compétitions, dont la Nuit du Mali en 2019, où elle a été remarquée grâce à son talent et à sa voix singulière, qui l'avaient propulsée en finale du concours.

En août 2021, elle sort son tout premier single, intitulé « Aliou ». Un mois plus tard un deuxième suivra, puis, par la suite, sa première mixtape sortie en novembre 2021, intitulé « Idjidja » (Courage) et composée de 4 titres, dont le tube Mali. Avec aujourd'hui à son actif deux mixtapes et plusieurs singles, la chanteuse veut s'affirmer et dessiner les contours d'une carrière « sans limites ». ■

INFO PEOPLE

PREMIÈRE APPARITION EN PUBLIC DE CÉLINE DION DEPUIS L'ANNONCE DE SA MALADIE



Ce lundi 30 octobre, Céline Dion a fait une apparition surprise depuis le 8 décembre 2022, date à laquelle elle avait annoncé l'annulation de ses concerts suite à sa maladie. Après une dizaine de mois sans apparition publique, Céline Dion est enfin sortie de chez elle. Elle s'est rendue au match de hockey opposant les Canadiens de Montréal aux Golden Knights, à Las Vegas. L'interprète de My Heart Will Go On a eu une carrière florissante jusqu'au drame, alors qu'elle devait se produire sur scène durant sa tournée l'artiste a été d'annuler toute représentation. En décembre 2018, elle avait expliqué être atteinte d'une maladie : le syndrome de la personne raide, et depuis ses nouvelles se faisaient rares, ce qui inquiétait ses fans.

SOPHIE TURNER DE NOUVEAU EN COUPLE ?



Après quatre ans de mariage et sept ans de relation, Joe Jonas et Sophie Turner ont décidé de se séparer. Quelques jours après la publication de cette déclaration, Sophie Turner ex-star de Game of Thrones essaye de remonter la pente. Présente à Paris pour la finale de la Coupe du monde de rugby le 28 octobre, où elle est venue révéler le trophée Webb Ellis au côté de Dan Carter, l'actrice de 27 ans a également été photographiée dans les rues de Paris, à proximité de la gare du Nord, en très charmante compagnie. Sur des photos publiées par The Sun, Sophie Turner embrasse tendrement un certain Peregrine Pearson, qui est loin d'être un inconnu. Le jeune aristocrate de 29 ans est le fils du 4e vicomte Cowdray, à la tête d'une fortune colossale de 257 millions d'euros.

Journal du Mali
L'hebdo

Directeur de publication :
Mahamadou CAMARA
mcamara@journaldumali.com

Directrice déléguée :
Aurélien DUPIN
aurelie.dupin@journaldumali.com

Rédacteur en chef :
Boubacar Sidiki HAÏDARA

Secrétaire de rédaction :
Ramata DIAOURÉ

Rédaction :
Boubacar Sidiki HAÏDARA - Mohamed KENOUI - Fatoumata MAGUIRAGA
Photographie : Emmanuel B. DAOU

Infographiste : Marc DEMBÉLÉ

JOURNAL DU MALI L'HEBDO, édité par IMPACT MÉDIA Presse.
Hamdallaye ACI 2000 - Immeuble Badanya, près MÆVA Palace - Bamako
Tél : + 223 44 90 26 40
www.journaldumali.com
contact@journaldumali.com

L'AFRIQUE EST EN PLEIN ESSOR ACCOMPAGNONS SON DÉVELOPPEMENT



#DREAMAFRICA #MEETMOROCCO

DREAM AFRICA, c'est offrir de nouvelles opportunités à tous les africains, en valorisant les talents et en contribuant au développement de notre continent. C'est inviter le monde à découvrir ses atouts.

MEET MOROCCO, c'est dévoiler toutes les richesses de notre pays et de notre culture. C'est partager son authenticité et révéler notre hospitalité. C'est s'appuyer sur une situation géographique idéale pour connecter l'Afrique et le monde.

DREAM AFRICA, MEET MOROCCO, c'est le nouvel engagement de Royal Air Maroc pour transporter notre pays et notre continent sur le chemin du progrès.

